



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO

Coopération Italie-Liban

Patrimoine en partage

Voyage au cœur des sites archéologiques
du Liban, rénovés grâce au financement
de la Coopération italienne

Éditorial de Marco Riccardo Rusconi,
directeur général de l'Agence italienne pour
la coopération au développement - AICS

Entretiens avec :

- Nicoletta Bombardiere, ambassadrice d'Italie au Liban
- Alessandra Piermattei, cheffe du Bureau AICS au Liban

15 pages de reportage exclusif complet réalisé avec la contribution
d'experts et d'acteurs italiens et libanais du secteur

Ce supplément a été
produit en partenariat avec

L'Orient
Le Jour

Les initiatives de la Coopération italienne dans le cadre du patrimoine culturel

Wadi Qadicha

- La Vallée sainte
Réhabilitation et mise en valeur

Baalbeck

- Sérail de Baalbeck
Restauration et réhabilitation
- Site archéologique
Restauration et mise en valeur

Beyrouth

- Gare de train de Mar Mikhaël
Réhabilitation, aménagement
du paysage et mise en valeur
- Musée national de Beyrouth
Restauration et réhabilitation
- Musée Sursock
Restauration et réhabilitation

Saïda

- Château de la Terre
Travaux de conservation
- Khan el-Echlé
Restauration
et réhabilitation

Tyr

- Sites archéologiques
Restauration
et mise en valeur
- Château
de Chamaa
Travaux de
conservation

Total des fonds dans le secteur du patrimoine
culturel : 18 millions d'euros.

Édito



Histoire et patrimoine au service du partenariat et de la coopération entre l'Italie et le Liban

Le 27 mai 2023, la Coopération italienne a officiellement célébré la fin des travaux de restauration en vue de la préservation du site archéologique de Baalbeck. Une intervention qui a vu des experts italiens collaborer avec leurs homologues libanais, pour consolider les monuments les plus importants du site, à l'instar des temples de Jupiter ou de Bacchus, mais aussi pour créer de nouvelles voies d'accès pour visiteurs. Il s'agit d'une ultérieure étape significative le long du chemin de coopération et de partenariat entre l'Italie et le Liban.

Une histoire qui a commencé il y a 40 ans, en 1983, lorsque les deux gouvernements ont signé le premier accord de financement italien en faveur de la reconstruction du Liban, un pays à l'époque dévasté par la guerre civile. Grâce à ces fonds, une station de pompage fut construite pour l'aqueduc public à la périphérie de Beyrouth, et aujourd'hui encore, cette usine demeure une plaque tournante pour l'approvisionnement en eau dans la capitale.

Depuis ce premier projet, la Coopération italienne est restée active et constante dans sa contribution à l'essor du développement du pays, en travaillant avec les institutions libanaises et la société civile pour la reconstruction d'après-guerre et pour soutenir les couches les plus vulnérables. Un engagement qui, après la guerre de 2006, s'est encore renforcé avec l'ouverture d'un bureau de la Coopération italienne au Liban.

Aujourd'hui, sur la base du partenariat avec le gouvernement du Liban, l'Agence italienne pour la coopération au développement – AICS finance des programmes et des projets portés par des agences onusiennes et des organisations de la société civile italiennes et locales. AICS a bâti un réseau formé de différentes entités de coopération au Liban, en Italie et en Europe, comme les organisations internationales, les entreprises, les associations, les citoyens, les autorités locales, les universités, etc.

Depuis 2012, la Coopération italienne a financé des initiatives de développement et d'aide humanitaire (urgence et résilience) complémentaires et intégrées aux initiatives financées plus proprement visées au développement, pour une valeur d'environ 560 millions d'euros avec des dons et des crédits d'aide

Même durant ces dernières années, marquées par une grave crise économique, nous avons continué à soutenir les efforts de stabilisation et de développement de la vie socio-économique du pays, en essayant de combiner la réponse aux situations d'urgence avec les processus de développement. Cela est particulièrement vrai dans les secteurs prioritaires tels que la santé, l'éducation et le soutien aux personnes et communautés en conditions défavorisées et de pauvreté. Dans le même temps, des secteurs tels que l'environnement et la protection du patrimoine culturel sont restés au centre de l'engagement de l'Italie.

La collaboration avec les institutions publiques aux niveaux national et local est centrale dans nos actions. Ces dernières années, de nombreuses initiatives ont été lancées en

faveur du renforcement institutionnel dans les politiques de développement social (soutien aux mineurs, aux femmes et aux questions de genre, amélioration du service de santé), de protection de l'environnement (amélioration des conditions environnementales, développement des énergies renouvelables, utilisation durable des ressources naturelles), de promotion des infrastructures, notamment liées au réseau d'eau (stations d'épuration, traitement des eaux usées, canalisations à usage agricole), d'impulsion au développement agricole et à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel.

Avec l'explosion du conflit en Syrie en 2011, le système de coopération a voulu adapter les interventions d'aide humanitaire de manière coordonnée à la nécessité d'intensifier les activités de développement en soutien aux secteurs les plus touchés par l'impact de la crise sur le territoire.

Cette revue de notre coopération que j'ai retracée n'est qu'un chapitre de la longue histoire de relations entre nos peuples, qui ont laissé des témoignages visibles. Dans les pages suivantes, vous trouverez un aperçu, dressé par *Archeo* – une importante revue italienne pour l'archéologie –, des nombreux travaux réalisés par la Coopération italienne en collaboration avec les institutions libanaises pour la défense et la valorisation du patrimoine du pays. En fait, nous pensons que grâce aux interventions de valorisation du patrimoine culturel, des processus vertueux de développement économique durable peuvent faire émerger des opportunités d'emploi liées au tourisme ; mais surtout, il s'agit de permettre au peuple libanais d'assurer la continuité de son histoire, élément fondateur d'une culture de paix et de cohabitation qui réunit toutes les communautés.

Marco Riccardo RUSCONI
Directeur Agence italienne
pour la coopération au développement – AICS

Nos remerciements particuliers à Andrea Steiner, directeur de la revue *Archeo*, pour avoir, par sa publication, contribué à valoriser le travail de l'AICS Beirut auprès du public italien, et qui a autorisé la reproduction de l'ensemble des textes publiés dans cette édition.

L'Agence italienne pour la coopération au développement – AICS a été créée avec la loi de réforme du système de la coopération (L 125/2014) et est opérationnelle depuis janvier 2016. AICS a son siège principal à Rome, un bureau en Florence et 20 sièges décentralisés à l'étranger, pour le suivi, la mise en œuvre et l'analyse sur le terrain des besoins de développement des pays partenaires. L'Agence réalise également toutes les activités technico-opérationnelles des initiatives de coopération. Ses objectifs sont : éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités, affirmer les droits de l'homme et la dignité des individus, y compris l'égalité des sexes et l'égalité des chances, prévenir les conflits et soutenir les processus de paix.

Questions de coopération à l'ambassadrice d'Italie au Liban, Nicoletta Bombardiere

« La mémoire du passé et la redécouverte des valeurs du présent sont le fil évident entre l'Italie et le Liban »

1- L'archéologie aujourd'hui n'est plus seulement une discipline historique, autoréférentielle, tournée vers le passé, mais une discipline d'ordre civil et d'actualité politique. Dans le cas qui nous concerne, peut-on affirmer que l'archéologie joue un rôle de pont diplomatique avec les « pays méditerranéens » et avec l'Italie en particulier ?

L'archéologie dépasse les frontières d'une discipline enquêtant sur le passé pour devenir bien davantage : recherche des racines de l'appartenance commune à un territoire, récupération de la mémoire du passé et, à travers cela, redécouverte des valeurs qui peuvent être le ciment du présent. Ce fil est si évident entre l'Italie et le Liban. Il suffit de rappeler le rayonnement de la civilisation phénicienne le long des côtes de la Méditerranée, ainsi que la stratification au Liban de la présence hellénique, romaine, byzantine et ottomane. Le Liban dans son ensemble est un témoignage unique, à ciel ouvert, de l'imbrication des principales civilisations de la Méditerranée. Ensuite, c'est dans ce pays que les missions archéologiques italo-libanaises étudient les plus anciennes colonies habitées de façon continue au monde. Il n'est pas surprenant qu'une terre aussi fertile, riche en eau et en soleil, avec une plaine protégée par des montagnes couvertes d'arbres aux bois précieux, ait donné naissance à des communautés préhistoriques. Ainsi pour le Liban, plus que jamais, il me semble que l'idée de l'archéologie com-



me pont entre différents pays et époques historiques est vraiment appropriée. L'archéologie est une connexion en soi. Et c'est aussi un vecteur de réaménagement et de valorisation du territoire : c'est un aspect non secondaire des projets archéologiques italiens, qui visent la récupération et la protection des sites en vue de les restituer aux communautés locales et de pro-

mouvoir l'emploi et les opportunités touristiques.

2- Quel rôle l'Italie a-t-elle joué ces dernières années en termes de coopération culturelle au Liban ?

Notre coopération culturelle au Liban est multiforme et continue. Par le soutien à l'enseignement de la langue italienne et l'octroi de bourses dans les universités italiennes ; le partage de la



vie italienne ; la promotion de festivals de musique avec des artistes italiens ; la récupération et la conservation des musées et des sites archéologiques. Le Liban est une terre riche en culture, en créativité et en talent. Elle est attirée à son tour par la culture, la créativité et le talent italiens. La grave crise économique de ces dernières années, les restrictions imposées par le Covid, l'urgence de répondre aux priorités sociales et humanitaires du pays ont porté un coup sévère à la vitalité du monde culturel libanais. En Italie, nous sommes convaincus que la culture n'est pas un luxe, mais un bien public, et notre objectif reste de continuer à la soutenir, à la hauteur de nos excellences, sans oublier l'urgence socio-économique. En revanche, je tiens à rappeler que c'est grâce à un projet italien que le sous-sol du Musée national de Beyrouth a été réhabilité après 40 ans de fermeture et rendu au public en 2016 avec une extraordinaire col-

lection de 31 sarcophages anthropomorphes, venant de la région de Sidon.

3- Quelles sont les perspectives de collaboration, sur le plan culturel, entre l'Italie et le Liban ?

Nous devons continuer à œuvrer à la préservation et à la valorisation du patrimoine archéologique libanais ; consacrer davantage de ressources à la langue italienne, à l'offre de formation dans nos universités et au capital humain en général. Un autre secteur dans lequel nous souhaitons renforcer la collaboration est celui de la récupération du tissu urbain et de la restauration des quartiers endommagés par les explosions du port de Beyrouth en août 2020, à travers le partage de l'expertise et des technologies italiennes.

4- Y a-t-il un projet qui vous tient particulièrement à cœur ?

Il y a de nombreux projets qui me

tiennent à cœur. Parmi ceux réalisés, je crois que la restauration italienne des six colonnes du temple de Jupiter, dans l'acropole de Baalbeck, représente au mieux la grandeur du monument, ainsi que le caractère extraordinaire, du point de vue technique, de l'intervention : les colonnes du temple de Jupiter sont les plus hautes colonnes romaines jamais érigées. J'aimerais que le public italien ait plus d'opportunités de connaître cette réalité. Et que les Libanais puissent se l'approprier. C'est à ce titre que des conventions avec des magazines comme *Archeo* et *L'Orient-Le Jour*, que je remercie pour cette initiative, peuvent sans aucun doute jouer un rôle important en stimulant la curiosité et l'intérêt pour les richesses archéologiques du Liban et pour ses liens anciens avec l'histoire de notre pays et de la Méditerranée.

LIBAN

Voyage au cœur du patrimoine archéologique des temps passés et du futur, aux soins de la Coopération italienne

Texte : **Andreas M. Steiner** (directeur d'Archeo)
 Traduit de l'italien par **Jean-Claude Mbédé Fouda** (AICS Beirut)
 Crédit photo : @Marco Palombi

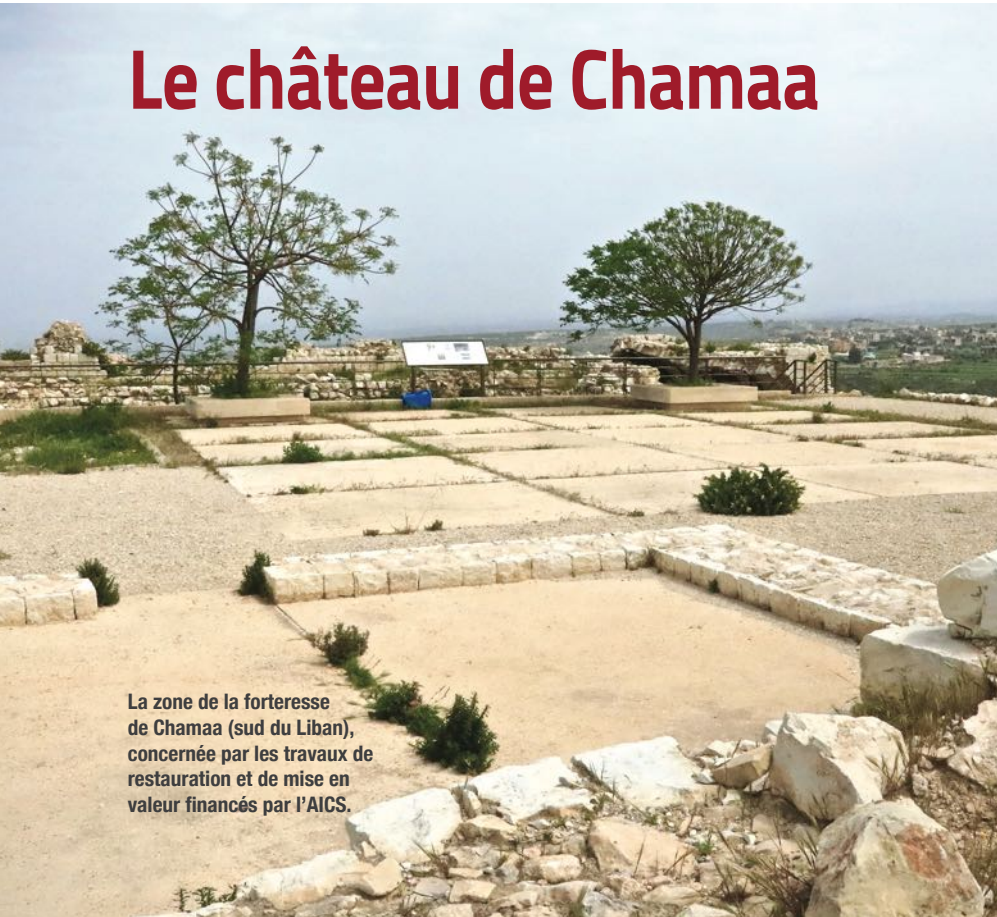
Tôt le matin, la voiture nous attend devant l'hôtel. Beyrouth est enveloppée d'un brouillard printanier. Le programme qui sera réalisé au cours des prochains jours est intense : visiter et documenter le travail réalisé au cours des dernières années par des fonctionnaires, des architectes, des archéologues et des restaurateurs appartenant à une organisation gouvernementale italienne : l'Agence italienne de coopération au développement – AICS. Sa représentation de Beyrouth est engagée depuis longtemps dans la protection, la restauration et la valorisation du patrimoine culturel libanais, offrant un soutien financier et technique dans le cadre d'un programme plus large, promu par le gouvernement libanais et la Banque mondiale, et visant à redévelopper la gestion du patrimoine historique du pays du Cèdre.

Les lecteurs se souviendront de certains des projets de l'agence dont nous avons parlé dans le passé : la restauration du merveilleux tombeau de Tyr, ramené à sa splendeur originelle par une équipe d'archéologues et de restaurateurs coordonnée par Giorgio Capriotti, et installé dans le sous-sol du Musée national de Beyrouth, repensé et construit par l'architecte Antonio Giammarusti au début des années 2010 (voir *Archeo* n° 379, septembre 2016) ; et ensuite l'intervention – commencée en 1999 – en vue de la restauration des surfaces et pour la sécurité structurelle des six gigantesques colonnes du sanctuaire de Jupiter Eliopolitano à Baalbeck, selon un projet conjoint de la Banque mondiale, de la Direction générale de la coopération au développement du ministère italien des Affaires étrangères – DGCS et de l'Agence française de coopération – AFD.

Ce sont là quelques faits importants témoignant d'un engagement en faveur de la coopération culturelle, dont les résultats sont évidents pour tous aujourd'hui. Et comme nous le verrons, il ne s'agit pas des seules réalisations italiennes au Liban.



Le château de Chamaa



La zone de la forteresse de Chamaa (sud du Liban), concernée par les travaux de restauration et de mise en valeur financés par l'AICS.



Calia Maria Luigia, experte AICS, en visite sur le site.

Nous sommes quatre à partir : je suis accompagné et guidé par l'architecte italienne Marisa Calia, principale responsable du programme « Patrimoine culturel et développement urbain » de l'AICS, Liana De Rosa, encore directrice adjointe en ce moment du bureau de l'AICS à Beyrouth, le journaliste Mauro Pompili qui en était encore le responsable de communication et le photographe Marco Palombi. La première destination à atteindre se situe à un peu plus d'une centaine de kilomètres au sud de la capitale libanaise. La route est parallèle à la côte : on passe par Saïda (Sidon) et Tyr, pour entrer ensuite à l'intérieur, en direction du village de Chamaa. Nous sommes dans le gouvernorat du Liban-Sud, non loin du lieu où est stationné le contingent militaire italien de la Finul. Ici, sur une colline de 360 m d'altitude, se dressent les ruines d'un château et d'un village fortifié, objets d'un projet de restauration et de valorisation récemment achevé. La position stratégique du

château saute aux yeux : depuis la colline, on domine la péninsule de Tyr et tout le littoral qui, au sud, est fermé par la « tête des grottes dans le rocher » (en arabe Ras al-Naqoura, Rosh Hanikra en hébreu), une falaise surplombant la Méditerranée qui marque la frontière entre le Liban et Israël. Avec son aspect médiéval immédiat, Chamaa révèle cependant ses origines plus anciennes : la présence des vestiges d'un village de l'époque

romaine et byzantine semble conforter la tradition locale selon laquelle le lieu était déjà habité au I^{er} siècle après J.-C. ; la présence byzantine est confirmée par la découverte, au sommet de la colline, des restes d'une petite mosaïque (en outre, l'hypothèse reste tout à fait plausible que, précisément en raison de sa position, la colline ait déjà été occupée au cours des siècles, voire dans les millénaires précédents...).



Une vue aérienne de la première moitié du XX^e siècle montrant les vestiges du village fortifié.

Au VI^e siècle, la colonie fortifiée fut détruite par un tremblement de terre (au cours de l'été 551, un séisme et un tsunami dévastateur avaient frappé une grande partie des villes de la province de Phénicie) et tomba à l'abandon pendant de nombreuses années.

Au XII^e siècle, à la suite de la première croisade, le lieu fut occupé par les Latins qui y construisirent une forteresse pour le siège de Tyr – la dernière place forte encore aux mains des islamistes – en 1124. Certaines informations sur Chamaa ne furent reçues que des siècles plus tard, lorsque vers 1750, le château et le village environnant furent reconstruits par le gouverneur de Tyr, cheikh Abbas al-Mohammad al-Nasser. Récemment, lors de l'occupation israélienne du Sud-Liban entre 1982 et 2000, la structure, utilisée comme poste militaire, a subi des dommages considérables. En 2011, les travaux de valorisation du site ont commencé, avec des fouilles archéologiques, des restaurations, la consolidation des structures murales et la création de parcours aménagés, conçus et financés par la coopération italienne.

Aujourd'hui, le château peut être visité par le public, qui se presse déjà chaque année pour honorer le sanctuaire voisin qui abrite un tombeau, attribué par la tradition locale à Shamoun al-Safa (l'équivalent de notre saint Pierre) d'où provient le nom de la forteresse et de la contrée.

Le minaret du sanctuaire islamique dédié au prophète Shamoun al-Safa, d'où la forteresse tire peut-être son nom.



Le donjon et les murs de fortification du château de Chamaa après la récente restauration et la sécurisation structurelle.



Les splendeurs de Tyr

Nous quittons le château de Chamaa et reprenons la route de Tyr, où nous accueille l'archéologue Ali Khalil Badaoui, directeur pour le Sud-Liban de la DGA (Direction générale des antiquités libanaises).

La zone archéologique de Tyr s'étend sur une superficie de plus de 153 hectares, et depuis 1984, elle est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Le site archéologique comprend à la fois les impressionnants vestiges issus des fouilles entreprises avant la guerre civile libanaise (1975-1990) et certaines zones de la ville moderne qui cachent encore des vestiges remontant aux âges du bronze et du fer. « À l'origine, explique Ali Badaoui, la ville de Tyr était composée de deux îlots. C'est le grand roi de Tyr, Hiram, qui les unifia et les agrandit au Xe siècle avant J.-C.

Visiteurs des vestiges de la ville romano-byzantine d'al-Mina (« le port » en arabe), la partie de la vaste zone archéologique de la ville qui fait face à la mer.



Par la suite, au IV^e siècle avant J.-C., Alexandre le Macédonien assiégea la cité phénicienne, et pour cela unifia l'île au continent grâce à la construction d'une jetée de 20 mètres de large, qui s'élargit ensuite suite à l'accumulation naturelle de sable transporté par le courant. Et c'est ainsi que Tyr est devenue une péninsule. »

Les fouilles et restaurations dirigées à partir des années 1950 par celui qui était alors directeur de la DGA, l'émir Maurice Chéhab, ont mis au jour les imposants vestiges de la ville romaine, avec le grand hippodrome, la nécropole, la rue à colonnades et la splendide porte triomphale.

La vaste zone archéologique est composée de deux unités principales : situées sur le continent, à l'est de la ville moderne, se trouve la zone appelée al-Bass, à laquelle on accède par une longue rue triomphale, et aux côtés de laquelle se trouve la nécropole avec des centaines d'énormes sarcophages en marbre sculpté. Après avoir passé la magnifique porte monumentale, vous suivez une voie romaine jusqu'à atteindre le grand hippodrome, dont sont encore conservées des parties de l'escalier, le but, l'obélisque central et les restes d'une petite église de l'époque des croisés.

À l'extrémité sud de la péninsule, près de la vieille ville et du port de pêche, se trouve la zone appelée al-Mina. Le long d'une rue décorée

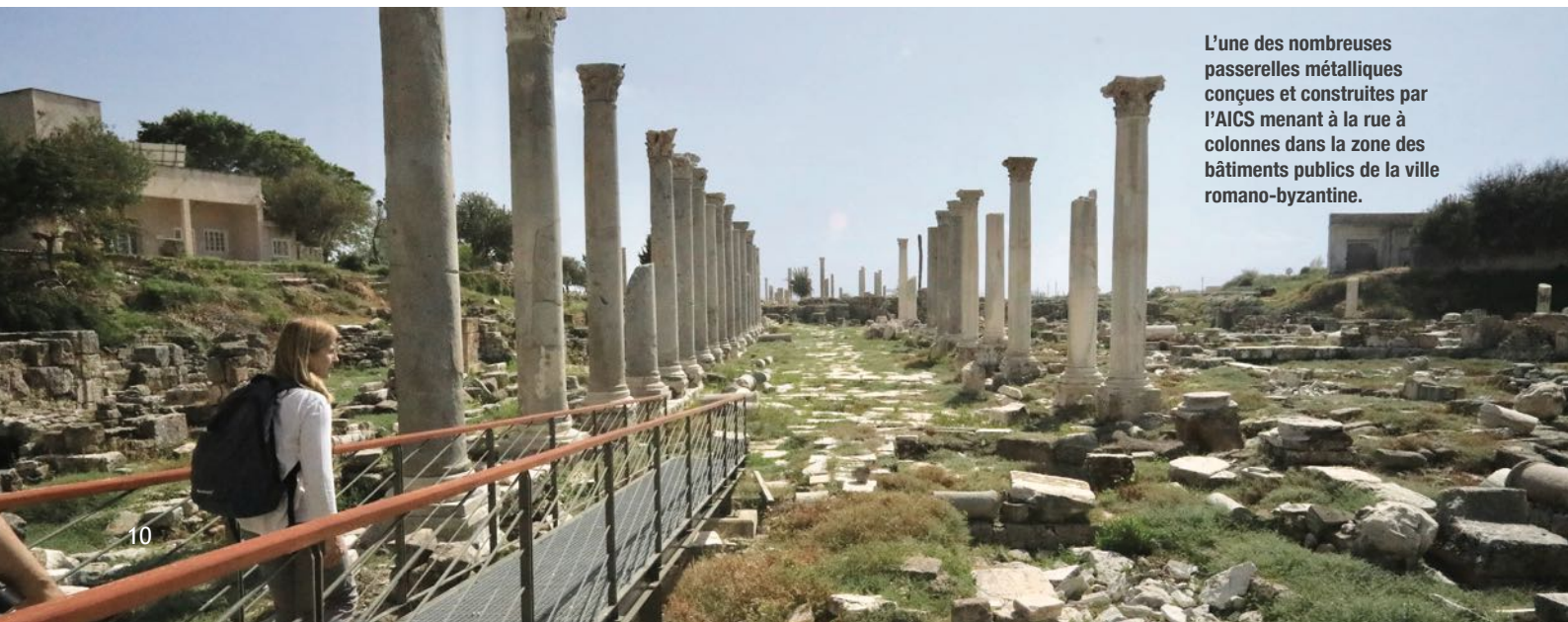
Carte de Tyr avec, en évidence, les deux grandes zones archéologiques d'al-Mina et d'al-Bass.



de mosaïques, nous rencontrons les colonnes de nombreux édifices publics, la grande arène, les citernes d'eau, les maisons, les bains et le grand gymnase. Une fois arrivés à la mer, on peut apercevoir les vestiges submergés du plus ancien port de Tyr, datant du 3^e millénaire avant J.-C. « Ici, nous avons également trouvé quelques vestiges des

murs d'enceinte de l'époque phénicienne », nous dit Badaoui, « et ce petit sanctuaire est également de l'époque phénicienne, probablement du VIII^e au VII^e siècle avant J.-C. », explique l'archéologue, indiquant quelques vestiges de murs dans la partie nord de la région.

« Il ne faut pas oublier en effet, poursuit Badaoui, qu'avant de



devenir une ville romaine (elle fut élue colonie par Septime Sévère), Tyr fut l'une des grandes cités de l'ancienne Phénicie. » La tradition situe la fondation de Tyr en l'an 2750 avant J.-C., comme le rapportent les prêtres du temple du dieu Melqart à l'historien grec Hérodote, qui visita la ville au Ve siècle avant J.-C. Le nom semble dériver du cananéen Sour (« rocher », en référence au terrain rocheux sur lequel il se trouvait) tandis que le nom Tyrus remonte aux époques hellénistique et romaine. Sour est aussi le nom arabe encore utilisé aujourd'hui. Les origines de ce premier peuplement sont encore débattues. Ce qui est certain, c'est qu'entre la fin du IIe et le début du Ier millénaire avant J.-C., les principales cités-États de Phénicie comprenaient d'abord Sidon puis Tyr. À partir du Xe siècle, Tyr devient la principale référence politique et économique des régions environnantes ; une réalité dont témoigne l'Ancien Testament, qui rappelle l'alliance entre Hiram, roi de Tyr, et le légendaire souverain de Jérusalem, Salomon, et exalte le réseau commercial sous le contrôle de la cité phénicienne, qui atteint l'Asie Mineure, l'Égypte et l'Arabie. Les couches archéologiques remontant à l'époque phénicienne restent encore aujourd'hui cachées sous les splendides monuments de l'époque romaine.

Si aujourd'hui la ville antique peut être visitée en grande partie facilement, cela est également dû à l'engagement italien. « Dans les

Un fragment des nombreuses mosaïques qui décoraient la « rue des mosaïques » de la basilique de Tyr.



deux sites d'al-Mina et d'al-Bass, explique l'architecte Marisa Calia, nous avons réalisé d'importants travaux de conservation et de consolidation, dont je voudrais citer entre autres ceux du sanctuaire d'Apollon, à al-Bass, et ceux des colonnes du gymnase, à al-Mina. Concernant les travaux destinés à l'utilisation du site par le public, la visite est aujourd'hui facilitée et sécurisée grâce à la création de nombreux sentiers et passerelles, au design discret et non invasif. Nous avons également procédé à l'inventaire informatisé des découvertes archéologiques trouvées dans les deux sites et à la restauration des objets en pierre qui seront exposés dans le nouveau musée archéologique d'al-Mina... »

Avant de quitter al-Mina, Ali Badaoui nous fait signe de le suivre : à quelques encablures des grands bains, dans un lieu à l'aspect abandonné, une surprise nous attend : un

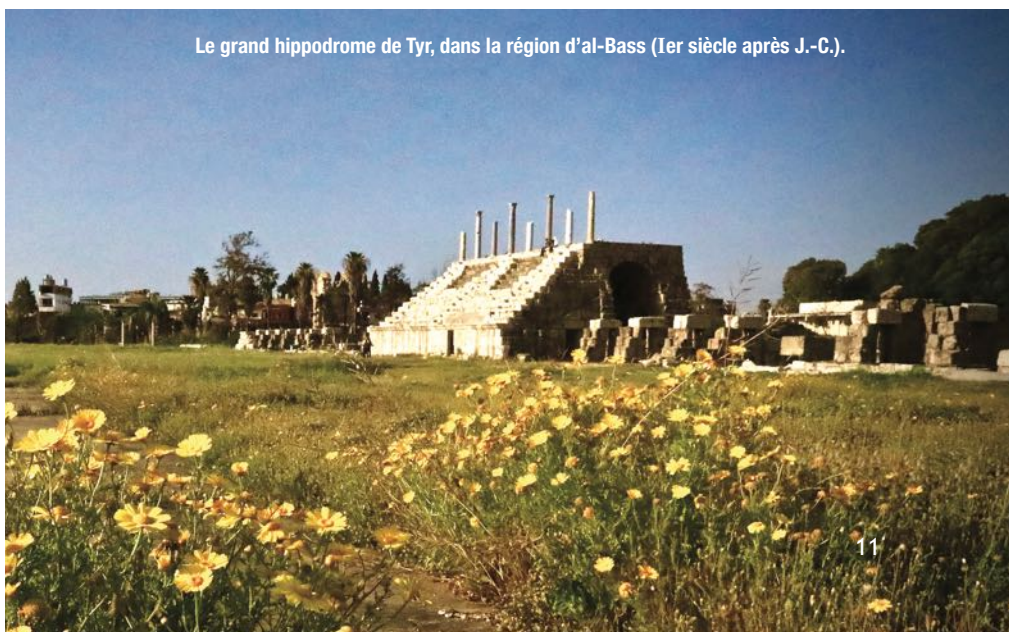
énorme bloc de verre brut et translucide surgit du sol de ce qui, au fond, aux VIe et VIIe siècles après J.-C., devait être un four pour le traitement du verre. Ici, le sable provenant des plages autour de Tyr, riche en silicates, mélangé à d'autres substances, était soumis au feu du four plusieurs jours de suite, jusqu'à atteindre l'état liquide. Une fois refroidie, la masse en fusion se transformait en un seul bloc de verre brut, dont étaient brisés les fragments destinés à être vendus aux ateliers de verriers. Même si les Phéniciens n'ont donc pas été les « inventeurs » du verre (comme le prétend une ancienne légende transmise par Pliny l'Ancien), il ne fait aucun doute que sa fabrication sur la rive méditerranéenne du Levant est une richesse millénaire...

Nous disons au revoir à Ali Badaoui et nous nous dirigeons vers le prochain arrêt : Sidon.

Un grand arc monumental de l'époque romaine (IIe siècle après J.-C.).



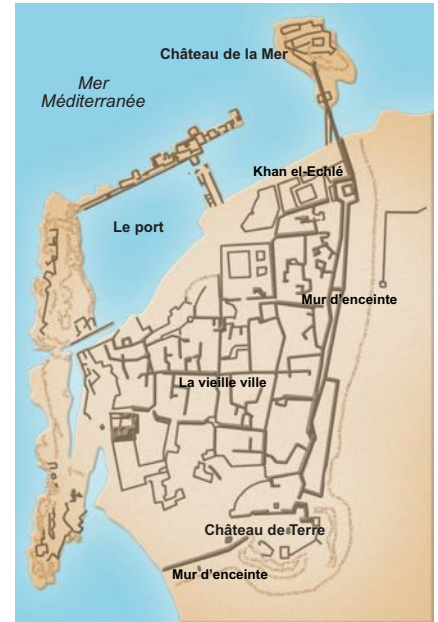
Le grand hippodrome de Tyr, dans la région d'al-Bass (Ier siècle après J.-C.).



Sidon au Moyen Âge



Le château de la Mer sur une photo aérienne d'époque et dans son état actuel.



Carte de la zone historique de la ville de Sidon.

Si le rôle de Tyr a été prééminent pendant une longue période de l'histoire phénicienne, l'importance de Sidon (aujourd'hui Saïda) est également suggérée par le fait que le nom de ses habitants, Sidonim (Sidonii), était utilisé comme synonyme de « Phéniciens ». Les premières recherches archéologiques dans la ville portuaire furent initiées par Ernest Renan dans les années 1860 et furent reprises dans les années précédant la Première Guerre mondiale. L'exploration des nécropoles phéniciennes de Sidon et la découverte des fameux sarcophages « anthropoïdes », terme inventé par Renan lui-même pour décrire ce type par-

ticulier de sarcophages en marbre, façonnés pour épouser les contours du corps humain, remontent à ces années-là : d'origine égyptienne et introduits en Phénicie au Ve siècle, leur tradition se maintint jusqu'à l'époque romaine. Les sarcophages de la nécropole de Sidon sont exposés dans les plus grands musées du monde (celui du roi Eshmunazar conservé au Louvre est très célèbre), mais on peut aujourd'hui admirer un groupe extraordinaire de ces « hommes blancs couchés » dans le sous-sol précité du Musée national de Beyrouth, aménagé selon le magnifique projet de l'architecte italien Antonio Giammarusti. Sidon vit la domination des Perses

(une révolte contre Artaxerxès III fut punie par la destruction de la ville), et plus tard celle de Rome (c'est Vespasien qui renforça les murs de la ville). La présence de l'Empire d'Orient s'est poursuivie jusqu'aux premières décennies du VI^e siècle après J.-C., lorsque lors de l'expansion de l'islam et après la bataille de Yarmouk (636 après J.-C.), la ville passa sous le contrôle des Arabes. Le Moyen Âge représente également une période importante pour la ville : le 4 décembre 1110, Saïda fut conquise par les croisés de Balduin I^{er} et la ville devint partie intégrante du royaume latin de Jérusalem. La ville resta sous la domination franque pendant près de deux siècles, jusqu'en 1291, date à laquelle, avec la fin du royaume croisé, elle déclina. Elle connaîtra un nouvel épanouissement au XVIII^e siècle, lorsqu'elle sera reconstruite à la demande de Fakhreddine II, seigneur du Liban.

Les monuments qui caractérisent encore aujourd'hui la ville appartiennent au Moyen Âge et à la période musulmane : sous le règne des croisés, en effet, Saïda était dotée d'un nouveau système défensif qui comprenait le château

de la Mer (plus tard relié au continent par l'ajout d'un pont) et une seconde forteresse, appelée château de Terre, située dans l'angle sud-est de la ville et construite sur les vestiges d'une fortification pré-existante de la période fatimide, elle-même construite sur les fondations d'un édifice monumental par le Romain. Et le château de Terre qui, contrairement au château de la Mer, était totalement abandonné, a fait l'objet d'une longue et décisive intervention de restauration, de réaménagement et de valorisation, réalisée ces dernières années par des archéologues libanais (de la DGA) et italiens, financée par le gouvernement italien et exécutée sous la supervision de l'AICS. Aujourd'hui, le château de Sable

(appelé aussi château de Saint Louis, en l'honneur du roi de France qui voulut le faire construire) est un véritable parc archéologique urbain, ouvert au public et entièrement accessible.

Un deuxième important projet de restauration et de réaménagement en cours (et qui implique deux entreprises italiennes : la Cooperativa Archeologia et Italiana Costruzioni) concerne cependant un monument du XVIII^e siècle, situé dans le centre historique : le Khan el-Echlé, un caravansérail du souk de Saïda, jusqu'à hier dans de très mauvaises conditions de conservation. Pendant que nous visitons le grand bâtiment, les travaux battent leur plein. « Avant de commencer, explique l'architecte Calia, nous avons réalisé toutes les investiga-

tions nécessaires sur l'état actuel de conservation du bâtiment, pour calibrer les actions de consolidation des structures originales, afin d'identifier les faux ajouts qui devaient être démolis. Nous avons ensuite procédé à la consolidation de la structure, du câblage et des systèmes. Les surfaces des murs et les ouvertures d'origine ont été restaurées. L'installation d'un ascenseur pour personnes handicapées est également prévue. Et tout cela avec la plus grande attention pour ne pas compromettre la typologie et l'histoire du bâtiment qui, une fois les travaux terminés, deviendra un centre de formation et d'exposition de l'artisanat, avec des espaces pour accueillir les étudiants, des salles d'exposition et des zones commerciales. »



Travaux en cours dans le caravansérail de Khan el-Echlé, un bâtiment du XVIII^e siècle dans la vieille ville de Sidon.

Entretien avec Alessandra Piermattei, cheffe du bureau AICS à Beyrouth

« Notre coopération multisectorielle va au-delà de ce qui a été restauré et réaménagé »

En quoi consistent le but, la mission et la présence de l'Agence italienne de coopération au développement ?

L'Agence italienne pour la coopération au développement – AICS est une institution gouvernementale et peut donc investir les capacités du secteur public italien dans le cadre de nos interventions. Nous travaillons avec des fonds du ministère des Affaires étrangères, mais nous pouvons également accéder à d'autres bailleurs de fonds, dont l'Union européenne.

On peut noter cependant que les projets financés ou gérés par l'AICS ne concernent pas uniquement le patrimoine culturel...

Notre coopération au Liban repose sur quatre piliers principaux : la protection du patrimoine culturel, la protection sociale, les grandes infrastructures et l'environnement. Je dois rappeler que cette coopération est née bien avant la crise syrienne : notre bureau a ouvert en 2006 sur la base d'une collaboration bilatérale préexistante très profonde. Puis, avec la crise, le Liban a été confronté à de nouvelles urgences et de nouveaux besoins. Nous sommes restés, avec peut-être une carte de plus que les autres donateurs, grâce à notre connaissance du pays depuis des décennies.

Quelle est la pyramide qui résumerait le fonctionnement de l'AICS ?

Notre travail est réalisé de manière « bilatérale », c'est-à-dire à travers la signature d'accords avec le gouvernement local : cela signifie que l'Italie fournit les fonds pour les initiatives, mais que l'exécution



Alessandra Piermattei, directrice du bureau de l'AICS à Beyrouth, pendant l'entretien.

est garantie par les institutions libanaises. Je crois que c'est un point fort de notre coopération, car cela garantit l'appropriation, comme nous le disons, c'est-à-dire l'appropriation des initiatives. Cette façon de procéder, qui a commencé, comme je l'ai déjà mentionné, il y a quelque temps, a pris fin avec la crise actuelle. Aujourd'hui, la capacité des institutions libanaises à mettre en œuvre des initiatives est très limitée. Nous essayons de trouver des solutions alternatives, toujours en collaboration avec les institutions libanaises, pour récupérer les mêmes projets d'une manière différente. En même temps, nous travaillons avec les Nations unies et avec nos ONG et d'autres organisations de la société civile,

notamment italiennes. Chaque année, un programme est élaboré, basé sur les quatre piliers que j'ai évoqués plus haut, et il est décidé quels projets doivent être abordés de manière « multilatérale » et lesquels de manière « bilatérale ». La fonction du bureau AICS est de garantir la bonne exécution des initiatives entreprises.

Dans ce nouveau contexte, certainement exacerbé par les différents éléments de crise auxquels le Liban a été confronté ces derniers temps, quelle est selon vous la pertinence des interventions sur le patrimoine culturel ?

La protection du patrimoine culturel est l'un des secteurs forts de notre pays et par conséquent, ce que l'Italie essaie de faire, dans le

cadre de la coopération au développement, c'est d'investir dans les secteurs où nous pouvons exporter efficacement les compétences et les expériences. Ainsi, la protection du patrimoine culturel, la valorisation des petites et moyennes entreprises, le secteur social, l'éducation inclusive : tels sont les domaines dans lesquels nous sommes probablement en avance sur les autres pays européens...

Ces derniers n'ont naturellement pas la même visibilité que les interventions sur le patrimoine...

Aucun doute ! Et je voudrais rappeler que nous sommes présents dans les principaux sites archéologiques du pays, le cas le plus emblématique étant bien sûr Baalbeck, mais pas seulement. Aujourd'hui, la pertinence de nos investissements réside dans le fait de restituer aux communautés des sites de valeur historico-archéologique et de faire en sorte que ces trésors monumentaux et artistiques puissent devenir à la fois une source d'activité économique pour les communautés – en termes d'attraction

touristique, de formation des figures professionnelles, également liées aux aspects de la protection – et des éléments de croissance de « l'identité » des communautés elles-mêmes. C'est un aspect fondamental de notre engagement. Si, en effet, au cours du millénaire précédent, parmi les objectifs de la coopération prédominaient ceux liés aux besoins fondamentaux des pays dits en développement – l'enseignement primaire, la lutte contre la mortalité infantile, etc. –, toute une série d'autres aspects, qui contribuent au développement et qui aujourd'hui sont envisagés dans le nouvel agenda des objectifs de développement, ne sont pas pris en compte : parmi ceux-ci se trouve la protection du patrimoine culturel et environnemental. Il s'agit d'un aspect fondamental, surtout lorsqu'il s'agit de pays en guerre, ou en tout cas en situation de crise – mais il en va de même, dans des proportions raisonnables, également pour notre pays –, où les investissements dans la protection du patrimoine culturel se font de plus en plus rares. Un autre aspect non négligeable

concerne les réseaux de relations qui se nouent autour et grâce aux travaux de protection, de restauration et de réaménagement, et qui perdurent au-delà des résultats individuels obtenus : je fais référence aux échanges entre opérateurs italiens et libanais, également au niveau de la recherche universitaire, de la coopération entre collectivités territoriales, toutes relations qui se traduisent par des retombées positives non seulement pour le Liban mais aussi pour l'Italie. Le succès de la collaboration ne se mesure donc pas seulement en fonction de ce qui a été restauré et réaménagé et dans quelle mesure. Il y a ces autres aspects de notre travail qui ne sont peut-être pas aussi visibles, mais qui sont néanmoins très importants, contribuant à créer une « valeur ajoutée » à nos projets.

Le modèle AICS de Beyrouth, objectivement atteint, pourrait-il être exporté ailleurs ?

Nous espérons pouvoir un jour travailler sur le patrimoine en Syrie, même si nous savons qu'il y a actuellement d'autres priorités pressantes dans ce pays...



Visite du chantier du Khan el-Echlé dans la vieille ville de Sidon.

Baalbeck, la cité du soleil

Notre prochaine destination est Baalbeck, dans la plaine de la Békaa. En novembre 2017 (voir *Archeo* 393), nous avons montré à nos lecteurs des images des six colonnes du temple de Jupiter, recouvertes d'échafaudages qui les rendaient méconnaissables. Cette couverture a été essentielle aux interventions de restauration et de consolidation, qui ces dernières années (à l'exception de l'interruption de la période de deux ans marqués par la pandémie) ont eu lieu sur les puits de vingt mètres de haut et sur l'entablement de cinq mètres de haut. Aujourd'hui, après la dépose des échafaudages, la colonnade du temple (qui à l'origine devait avoir un plan de 88 mètres sur 48) apparaît dans toute sa majesté. Grâce à l'aide financière et technique italienne, le monument qui, il y a cinq ans d'après une première analyse, paraissait dans un état très critique, voire dangereux, a été littéralement sauvé. « Baalbeck comme Tyr sont des sites qui font partie du patrimoine mondial de l'Unesco, explique Mauro Pompili en nous approchant du monument,



Les six colonnes du temple de Jupiter, à Baalbeck, après restauration.

et à ce titre nos travaux ont été suivis et évalués par des experts indépendants qui venaient périodiquement sur le terrain. Ils ont participé à des réunions pour discuter et décider ensemble des opérations à mettre en œuvre. Leurs recommandations ont toujours été écoutées et évaluées en tenant compte des choix à faire. Le jugement le plus gratifiant de tous a peut-être été celui absolument impartial des experts de l'Icomos (Conseil international des monuments et des sites, NDLR) et de l'Unesco. Dans leur rapport, on peut lire que toutes les analyses et méthodes d'intervention ont été largement documentées et que le monument a été restauré "centimètre par centimètre", que les activités de conservation ont été réalisées "non pas comme une simple action cosmétique" mais en intervenant sur des éléments fondamentaux du monument. »

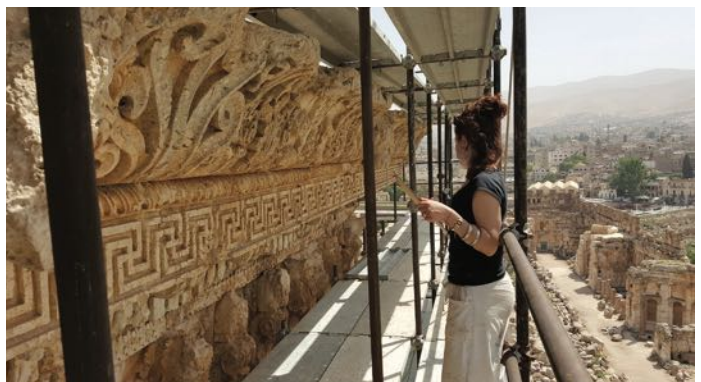
Arrivé devant le grand podium, avec les colonnes éclairées par la lumière de l'après-midi, je demande à l'architecte Calia de résumer les principales étapes qui ont marqué les travaux qui se sont déroulés derrière cet imposant échafaudage que j'avais vu des années auparavant : « Tous nos travaux, commence Marisa Calia, se sont déroulés dans le strict respect des protocoles internationaux. Les moyens et techniques utilisés sont d'avant-garde : avec le scanner laser, nous avons reconstruit la géométrie de la structure et acquis une image des surfaces réelles du monument, afin de préparer les bases d'une cartographie de la dégradation et de ses pathologies. Après l'installation de l'échafaudage (importé d'Italie, NDLR), nous avons entamé les activités de pré-consolidation, avec la suppression des attaques biologiques sur toute la surface du monument. Les restaurateurs, tous italiens, ont travaillé principalement à la main, au scalpel, à l'éponge, au micro-sablage et au pinceau. Avec des micro-sableuses de précision (également importées d'Italie, NDLR), les restaurateurs ont travaillé exclusivement sur les zones touchées par les croûtes, sauvant les surfaces environnantes. Puis nous avons procédé au comblement des lésions, fissures et alvéolisations. La consolidation des colonnes et de l'architrave a été réalisée grâce à des injections de résine époxy. Sans oublier la "révision chromatique" de toutes les surfaces affectées par les différentes opérations de restauration et de consolidation, indispensable pour obtenir une teinte de couleur homogène, toujours dans le respect de la patine d'origine. Enfin, nous avons installé un système de surveillance stable, alimenté par des panneaux solaires, afin d'acquérir des données tant au niveau dynamique que statique, grâce à des accéléromètres et des fissuromètres, un anémomètre (instrument pour mesurer la vitesse et la direction des vents, NDLR) ainsi que des détecteurs de température. »

Nous quittons à regret les splendides ruines du grand sanctuaire pour nous diriger vers le centre de la ville moderne, où dans le siège historique de l'Hôtel de Ville, la ménagerie de Baalbeck (un bâtiment construit au début du XXe siècle, également entièrement restauré et réaménagé grâce aux travaux de la Coopération italienne), nous sommes accueillis par le président du conseil municipal, Fouad Ballouk. Après les salutations d'usage, l' élu rappelle comment les travaux à Baalbeck ont été marqués « par une démarche participative » faite de partage à tous les niveaux – municipalité, représentants de la société civile et communautés locales – des méthodes appliquées et des résultats, ouverture à une véritable réflexion publique sur les opportunités que représente le patrimoine culturel et sur la nécessité « que chacun participe à sa connaissance, sa protection et sa valorisation ».



Les travaux ont été réalisés par des restaurateurs italiens. Des échafaudages ont enveloppé le monument jusqu'en 2019 (sur la photo, une phase du démontage).

Quelques photos des travaux de sondage, de battage, de restauration et de consolidation structurelle réalisés sur les colonnes du temple de Jupiter Heliopolitanus depuis 2017.



Dans la Vallée sainte



L'ermitage de Mar Assia, creusé dans une grotte de la falaise sud de Wadi Qadicha.

Notre voyage touche à sa fin. Cependant, une visite à l'un des lieux les plus significatifs de la mémoire chrétienne du pays du Cèdre nous attend encore : Wadi Qadicha, également connu sous le nom de Vallée sainte (Qadicha signifie « saint » en araméen), l'un des paysages les plus évocateurs de tout le Liban. Nous sommes au nord de la chaîne du Mont-Liban. Ici, une gorge profonde – creusée par la rivière du même nom qui coule à plus de deux mille mètres d'altitude depuis une grotte proche d'une forêt appelée « Cèdres de Dieu » – s'étend dans une direction est-ouest sur environ 35 km. Les flancs de la vallée, très hauts et escarpés, sont recouverts d'une végétation intense. En 1998, Wadi Qadicha a été reconnu comme site du patrimoine mondial par l'Unesco, et pas seulement pour sa beauté naturelle : la vallée

abrite en effet une série d'établissements monastiques spectaculaires, parmi les plus importants de tout le Proche-Orient et parmi les plus anciens dans le monde.

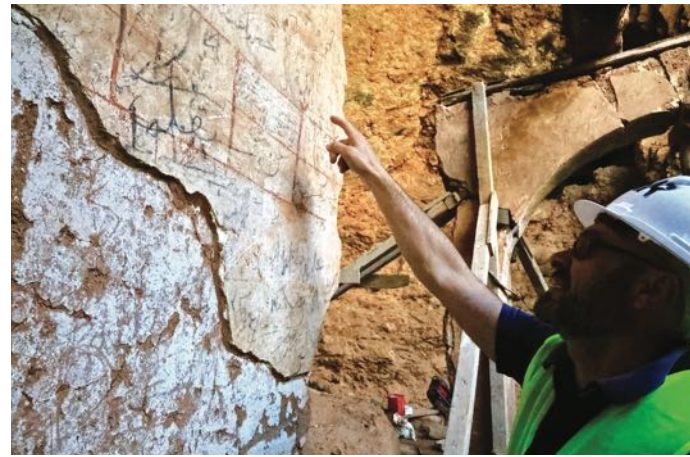
Le projet de réaménagement et de valorisation de ces extraordinaires ermitages perchés sur les flancs de la vallée, réalisé par l'AICS en collaboration avec l'Unesco, se divise en deux domaines distincts : le premier concerne la restauration de deux sites monastiques rupestres particulièrement précieux, Mar Assia, créé à l'intérieur d'une cavité naturelle sur la falaise sud de la vallée, et Deir el-Salib, également construit à l'aide d'une grotte à mi-hauteur de la falaise nord, à environ 1 400 mètres d'altitude. Les deux sites conservent des gravures et des peintures murales du Moyen Âge, parfois fortement endommagées et nécessitant certainement une restauration. Le second domaine

d'intervention concerne cependant toute la zone de Wadi Qadicha et la restauration de l'ancien réseau de sentiers reliant les nombreux ermitages de la vallée : il s'agit de trois sentiers, longs respectivement de 2 250, 1 276 et 6 600 mètres. Les dénivelés parcourus par les sentiers vont de 267 à 450 mètres. Utilisés depuis des siècles, ces chemins étaient abandonnés depuis plus de cinquante ans. Leur restauration – par la construction de murs de soutènement, de marches en pierre, de garde-corps, de ponts et de canaux pour l'évacuation des eaux – est déjà en grande partie achevée.

Nous en avons parcouru deux (en 5 heures environ de montée), passant de Mar Assia à Deir el-Salib, traversant la vallée d'un côté à l'autre, sur les traces des moines qui, avant même l'an 1000, avaient vécu dans cette vallée en cherchant refuge contre la persécution.



Un « balcon » sur Wadi Qadicha, qui fait partie des chemins aménagés le long de la vallée sacrée.



Figures de saints très endommagées, toujours en cours de restauration, dans l'abside de la chapelle de Deir el-Salib. Fin du XIIe siècle.



Beyrouth, tel le phénix

De retour à Beyrouth, le directeur général des antiquités libanaises, Sarkis el-Khoury, nous accueille dans son bureau attenant au Musée national. À mon récit des kilomètres parcourus ces derniers jours, il sourit et demande pourquoi nous n'étions pas aussi allés à Tripoli (Tarabulus, la deuxième ville du Liban, sur la côte nord du pays) : « Une ville d'une importance extraordinaire, explique-t-il, et avec un tissu social traditionnel encore intact, avec un grand souk, de magnifiques caravansérails, des bains turcs, une belle architecture historique. » La prochaine fois, je le promets. Notre discussion se concentre inévitablement sur Beyrouth et les dégâts provoqués par

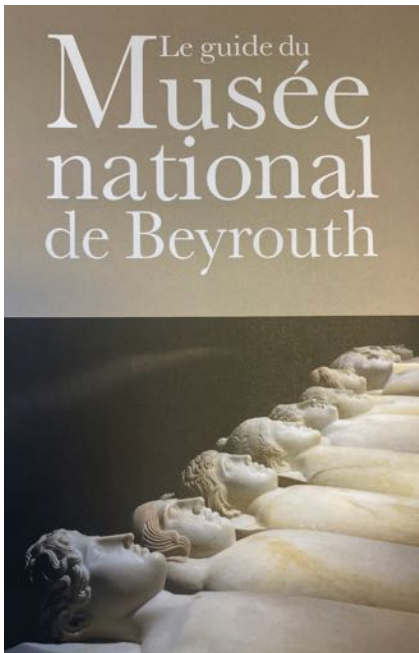
l'explosion dévastatrice du 4 août 2020. « Cela fait huit années que je dirige la DGA, dont les dernières, celles après l'été 2020, ont été longues et très difficiles. L'onde de choc a atteint le musée lui-même, à un kilomètre et demi du lieu de l'explosion. Les vitres étaient cassées, les portes étaient sorties de leurs gonds... Je suis immédiatement arrivé au musée pour aider à évacuer l'eau qui inondait le rez-de-chaussée, et de là, elle aurait pu atteindre le sous-sol. Ma formation initiale – je suis architecte et titulaire d'un diplôme d'archéologie – m'a permis d'identifier un ancien réseau d'égouts grâce auquel nous avons réussi à évacuer l'eau et ainsi éviter le pire. »

En me promenant dans le centre de Beyrouth, j'ai pu constater à quel point les travaux de reconstruction se déroulent à toute vitesse, de nombreuses façades de bâtiments historiques ont été rénovées, avec un timing et une énergie surprenants : « Oui, sourit el-Khoury, un fait qui en vérité me surprend aussi. » Mais il ajoute aussitôt : « L'explosion a cependant ouvert une boîte de Pandore : pour certains, la dévastation a été l'occasion de démolir les bâtiments historiques de Beyrouth, endommagés par l'onde de choc mais protégés par la loi, pour les remplacer par des gratte-ciels. C'est un nouveau défi auquel la DGA elle-même doit faire face. »

Sarkis el-Khoury, directeur général des Antiquités du Liban, devant un grand sarcophage romain au rez-de-chaussée du Musée national de Beyrouth. Le sous-sol du musée a été réaménagé par l'architecte Antonio Giammarusti, grâce à un investissement de la Coopération italienne.



Avant de partir, le directeur m'accompagne pour visiter le musée : « Je suis très fier, déclare-t-il, de notre collaboration avec nos collègues italiens. Nous avons de nombreux projets à réaliser ensemble. Je voudrais exprimer mon extrême gratitude au gouvernement italien pour avoir contribué à hauteur de 1,2 million d'euros à la création du sous-sol de notre musée et pour son engagement, non seulement en termes financiers, mais aussi dans la mobilisation des ressources techniques et professionnelles de très haute qualité, qui rendent possibles les interventions qu'il a pu documenter ces derniers jours. » Avec le nouveau guide du musée en main (publié avec la contribution de l'AICS en arabe, anglais, français et italien), nous parcourons les magnifiques salles du premier étage – avec les vitrines dédiées aux trouvailles de Byblos –, du rez-de-chaussée, dominé par le grand sarcophage d'Ahiram, du sous-sol avec le tombeau de Tyr et la séquence de sarcophages de Sidon. Tout est en parfait état, aucune trace de destruction. Une fois de plus, ce lieu de civilisation extraordinaire, unique et irremplaçable renaît.



La couverture du nouveau guide du musée montre l'exposition de sarcophages anthropomorphes de Sidon.



Des travaux de reconstruction de façades de bâtiments historiques, dans le centre de Beyrouth, suite aux dégâts provoqués par l'explosion dévastatrice du 4 août 2020.

La Coopération italienne au Liban

1983 : signature du premier accord de coopération

- Financement de la reconstruction du Liban.
- Soutien des groupes sociaux les plus vulnérables.
- Collaboration étroite avec les institutions libanaises et la société civile.
- Premier projet : construction de la station de pompage pour l'aqueduc public à Dbayé à la périphérie de Beyrouth.

2006 : ouverture du bureau de la Coopération italienne

- Financement d'initiatives afin de renforcer le partenariat entre le Liban, l'Italie et l'Europe avec la participation des organisations internationales, des entreprises, des associations, des autorités locales et des universités.
- Financement d'initiatives pour le renforcement institutionnel des politiques de développement dans le secteur social,

de la protection de l'environnement, de la gestion des ressources hydriques et des déchets, du développement rural et de la protection et valorisation du patrimoine culturel.

2011 : crise en Syrie

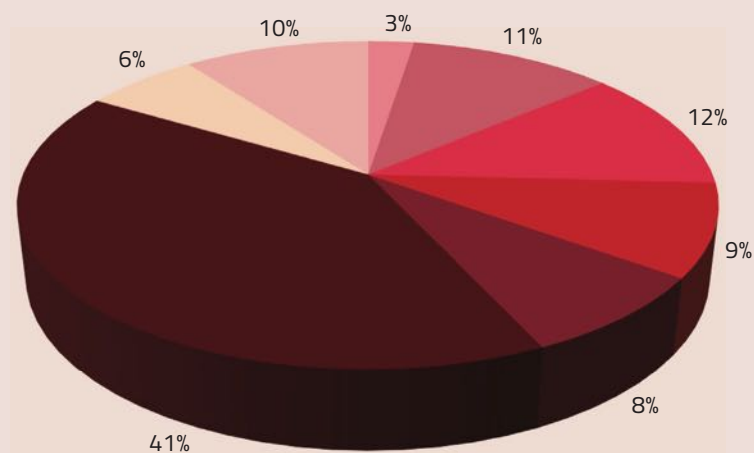
- Engagement de l'Italie pour le soutien du Liban à travers une approche de coordination des interventions d'aide humanitaire avec celle du développement en soutien des populations.

2020 : explosion du port de Beyrouth

- Engagement de l'Italie auprès du Liban après l'explosion du port de Beyrouth pour la reconstruction des sites endommagés et pour le soutien économique aux familles affectées.

Total du financement de l'Italie : 260 millions d'euros (initiatives en cours en 2023).

Secteurs d'intervention au Liban



- Patrimoine culturel, tourisme
- Social, santé, questions de genre, droits de l'homme
- Agriculture
- Aide humanitaire

- Éducation
- Environnement
- Développement local
- Infrastructure, gestion des eaux

